

In Problèmes économiques
N° 3093, 08/2014, p 15-22

LE GRAND RETOUR DES VILLES

Futuribles | JEAN HAËNTJENS

Problèmes économiques

> Les six cents plus grandes villes de la planète devraient, dans les décennies à venir, générer les deux tiers de la richesse mondiale. Véritable puissance économique, la métropole est un moteur essentiel de la croissance. Récemment, la France a créé un nouveau statut pour les villes de plus de 400 000 habitants afin de leur permettre d'exercer pleinement leur rôle en matière de développement économique, d'innovation et de transition énergétique. Le Danemark, la Suède et les Pays-Bas ont également réduit le nombre de leurs communes pour leur donner plus de poids. Aux États-Unis, les maires des grandes métropoles sont considérés comme de véritables chefs d'entreprise. Les États fédérés doivent ainsi coopérer avec les édiles des grandes cités américaines dans des domaines aussi divers que les politiques publiques en matière sociale, environnementale et culturelle.

L'idée d'un retour des villes et des territoires sur le devant de la scène politique est incontestablement dans l'air du temps. L'intérêt récent porté en France aux métropoles s'inscrit dans un mouvement quasi général en Europe. Au cours des dernières années, le Royaume-Uni a voté un Localism Act (2011) accordant des pouvoirs accrus aux maires des grandes agglomérations pendant que plusieurs pays européens (Danemark, Suède, Pays-Bas, Finlande, etc.) réduisaient le nombre de leurs communes pour leur donner plus de poids.

Aux États-Unis, les livres de Bruce Katz, *The Metropolitan Revolution*^[1], et de Benjamin Barber, *If Mayors Ruled the World: Dysfunctional Nations, Rising Cities*^[2], rencontrent un large écho au moment où l'État le plus puissant de la planète peine à boucler son budget. Leurs auteurs expliquent que les pouvoirs urbains sont en train de prendre le relais des États défaillants, surendettés et paralysés par des querelles idéologiques ; et que les vrais leaders, désormais, ce ne sont plus les politiciens qui s'agitent dans les médias, mais les élites urbaines – maires, chefs d'entreprise, universitaires, responsables associatifs et acteurs culturels – qui œuvrent de concert pour développer leur cité, tout en tissant de puissants réseaux internationaux avec d'autres métropoles.

1 Katz B. et Bradeley J. (2013), *The Metropolitan Revolution : How Cities and Metros are Fixing Our Broken Politics and Fragile Economy*, Washington, D.C., Brookings Institution Press.

2 Barber B. R. (2013), *If Mayors Ruled the World : Dysfunctional Nations, Rising Cities*, New Haven, Yale University Press.

Futuribles a déjà, à plusieurs reprises, décrit ce mouvement³, que l'on pourrait qualifier de *city localism*, dans la mesure où il s'appuie sur le principe fondateur du *new localism*⁴ – repenser le global à partir du local, mais en l'appliquant à un local d'une certaine échelle, qui est la ville ou la métropole. Son ampleur et son accélération invitent aujourd'hui à se poser la question suivante : vient-il seulement combler un passage à vide des pouvoirs nationaux ou ouvre-t-il une nouvelle ère de la pensée politique ?

Les villes à l'avant-garde

Les approches territoriales ont connu, depuis quelques années, une progression impressionnante dans des champs aussi divers que l'économie, les politiques sociales, la lutte contre le réchauffement climatique, les politiques culturelles ou la gouvernance politique.

Repenser l'économie par les territoires

Des économistes, de plus en plus nombreux, expliquent qu'il est temps de « repenser l'économie par les territoires⁵ ». La remise, en 2008, du « prix Nobel » d'économie à Paul Krugman, l'un des fondateurs de la nouvelle économie territoriale, renforce leur crédibilité.

Cette économie territoriale se fonde sur l'idée que les richesses et les compétences tendent à se polariser dans quelques points de la planète, mais pas n'importe lesquels : plutôt dans des métropoles offrant des « coûts et des facilités d'intermédiation » particulièrement compétitifs. Cette théorie de la métropolisation a été complétée, au fil des années, par plusieurs approches (économie résidentielle, classe créative) qui aboutissent toutes, de fait, à renforcer le poids du facteur territorial dans l'explication des phénomènes économiques. Alors qu'en 1991, l'économiste néerlandaise Saskia Sassen décrivait une économie mondiale tirée par une quinzaine de villes « globales⁶ », le cabinet américain d'études et

de conseil McKinsey explique aujourd'hui que la croissance des prochaines décennies sera captée aux deux tiers par six cents villes millionnaires en habitants. Elle estime aussi que la plus forte croissance sera réalisée par les villes de taille intermédiaire (entre un et trois millions d'habitants), et non par les grosses locomotives comme New York, Londres, Paris ou Tokyo⁷. Parce que les entreprises et leurs collaborateurs sont plus volatils, et parce que le centre de gravité économique de la planète s'est déplacé vers l'Est et le Sud, les positions dominantes acquises par les anciennes villes globales ne sont plus assurées. L'avantage métropolitain devra, de plus en plus, se mériter⁸.

“La croissance des prochaines décennies sera captée aux deux tiers par six cents villes millionnaires en habitants”

Pour construire cet avantage, les villes de taille intermédiaire ont désormais le choix entre plusieurs voies qui sont la polarisation des compétences (à l'instar de Toulouse dans l'aéronautique, de la Silicon Valley dans les technologies de l'information, ou de Bâle dans la pharmacie), la construction d'un climat créatif (carte jouée par Berlin, Montréal ou New York) ou l'attractivité résidentielle (registre exploité par Copenhague, Vienne, Melbourne ou Nantes). Elles peuvent aussi jouer, comme Lyon ou Hambourg, plusieurs cartes à la fois.

Plus récemment, des villes plus petites se sont intéressées à l'économie localisée, ensemble aux contours imprécis qui regroupe, autour des dépenses directes des collectivités (9 % du produit intérieur brut – PIB – en France, 13 % dans l'Union européenne – UE), l'économie mixte locale (logement social, transports urbains), certaines activités privées comme le tourisme urbain, une part de l'économie sociale et solidaire, ainsi que des formes émergentes comme la production localisée d'énergie, l'économie collaborative ou l'économie circulaire. Mal connue, ignorée des raisonnements macroéconomiques, cette

3 Voir notamment Haëntjens J., « Les villes à l'avant-garde » et « Les villes lièvres », *Futuribles*, respectivement, n° 392, janvier (2013) et n° 342, juin (2008).

4 Ghorra-Gobin C. (2013), « Le *new localism* », *Tous urbains*, n° 1, mai.

5 Voir les analyses des livres de Veltz P., *Paris, France, monde. Repenser l'économie par le territoire* (La Tour d'Aigues, éd. de l'Aube, 2012), in *Futuribles* n° 395, juillet-août 2013, p. 163 à 164, et de Davezies L., *La Crise qui vient. La nouvelle fracture territoriale* (Paris, éd. du Seuil, 2012) *Futuribles*, n° 398, janvier février 2014.

6 Entendre ici « de stature internationale » Voir Sassen S. (1991). *The Global City, New York, London, Tokyo* Princeton, Princeton University Press.

7 « Global Cities of the Future : An Interactive Map » McKinsey insights & Publications, juin 2012. URL http://www.mckinsey.com/insights/economic_studies/global_cities_of_the_future_an_interactive_map. Consulté le 27 novembre 2013

8 Halbert L. (2010), *L'Avantage métropolitain*. Paris, Presses universitaires de France (*La Ville en débat*)

nébuleuse représente cependant autour de 20 % du PIB dans les pays de l'UE. Elle présente, surtout, un potentiel de développement largement inexploité. De petites villes comme Loos-en-Gohelle (Pas-de-Calais) ont prouvé, en la travaillant méthodiquement, qu'il était possible de se construire un avenir en dehors des métropoles.

Les villes de toutes tailles ont désormais compris qu'elles n'avaient rien à attendre de la macro-économie et qu'il leur appartenait de prendre en main leur destin. Leur activisme économique est certes encore très expérimental, désordonné et empirique. Mais l'essentiel est bien le bouillonnement de cette énergie locale, qui ne demande qu'à être canalisée.

Une sorte de partage des rôles implicite est en train de s'instituer entre les États et les villes. Le rôle des premiers serait d'abord d'éviter les récessions, avec le concours des banques centrales et des institutions supranationales. Le rôle des secondes serait d'aller chercher une croissance économique qui se fait rare en inventant des formules innovantes, combinant ouverture internationale, créativité et valorisation des atouts locaux. En d'autres termes, les États soutiennent la demande comme ils peuvent, pendant que l'économie de l'offre (produits et services exportables) s'organise dans les *clusters* métropolitains. C'est bien ainsi que les choses se passent aux États-Unis, selon les économistes cités plus haut, mais aussi en France : depuis 2011, l'emploi a régressé au niveau national, mais il a continué de progresser dans les douze premières aires urbaines.

L'action sociale

En matière sociale, les collectivités territoriales se trouvent depuis longtemps en première ligne pour traiter les conséquences des délocalisations industrielles, la paupérisation de certains quartiers ou l'accueil de populations sans qualifications. Dans de nombreux pays, les États se sont même défaussés sur elles d'une partie des politiques sociales. Elles assument, en quelque sorte, le rôle ingrat de voitures-balais du développement.

Ce qui est nouveau, c'est le renforcement des fractures sociales par des fractures spatiales, phénomène qui a été particulièrement bien analysé par le géographe Michel Lussault⁹.

L'enclavement spatial confère au handicap social un caractère quasi définitif. Plus un quartier se dégrade, plus ses habitants cherchent à le fuir, plus la proportion d'exclus augmente, moins il est « récupérable ». La ségrégation spatiale vient donc réduire la puissance d'intégration qui constituait, depuis leur origine, la principale qualité sociale des villes.

Cela signifie que les réponses aux fractures sociales peuvent, de moins en moins, être apportées par les systèmes de redistribution financiers nationaux, du type État-providence.

Le cas des quartiers dits « difficiles » illustre bien le changement d'approche qui a été opéré depuis dix ans dans les pays d'Europe et en Amérique du Nord. Partout, les pouvoirs publics ont constaté l'échec des politiques qui se limitaient au seul accompagnement social ou sécuritaire. Partout, ils ont été progressivement conduits à s'intéresser aux causes spatiales de la relégation, et en premier lieu à l'urbanisme et aux transports. Partout, ils ont traité ces questions avec un grand souci du détail et de la petite échelle : l'emplacement des arrêts de bus, l'éclairage public, l'adressage des immeubles¹⁰, la carte scolaire, la création d'activités localisées, voire la taille des arbres, ont été repensés pour créer un climat social positif. Et c'est la résonance entre des dizaines d'actions, de natures très différentes, qui a permis d'inverser le processus de relégation.

L'action environnementale

Concernant l'environnement, les principales conclusions de la conférence « Rio + 20 », organisée en 2012 sur le climat, peuvent se résumer ainsi : les grands États (États-Unis, Chine) ont refusé de s'engager ; les villes, au contraire, ont confirmé leur engagement, y compris certaines villes américaines comme New York. Et elles se positionnent à la fois sur le terrain des économies d'énergie et sur celui de la production d'énergies décentralisées.

Sur le premier volet, la maîtrise de la mobilité urbaine s'impose comme une absolue priorité. Désignée comme l'un des principaux facteurs

9 Lussault M. (2009), *De la lutte des classes à la lutte des places*, Paris, Grasset & Fasquelle (Mondes vécus).

10 L'adressage consiste en la mise en place d'un système d'identification des voies, des constructions, des parcelles et des équipements publics, grâce notamment à une signalétique (panneaux de rue, numérotage des entrées), une représentation planimétrique des îlots, etc.

d'accroissement de l'empreinte écologique à l'échelle planétaire¹¹, elle risque aussi de devenir, via les pollutions aériennes qu'elle génère, une des principales causes de mortalité. Cette question ne pourra être réglée qu'avec l'appui des villes et c'est même sur ce terrain que leurs trajectoires tendent à diverger le plus. Les villes européennes consomment, en moyenne, deux fois moins d'énergie pour leur mobilité que les villes nord-américaines, et elles établissent entre elles des écarts presque aussi importants.

Les énergies renouvelables, qu'elles utilisent, le vent, le soleil ou la biomasse, ont toujours besoin d'un espace important pour être produites, et celui-ci doit trouver sa place parmi les autres usages du sol. Le partenariat des collectivités locales est également indispensable pour gérer des boucles locales (dites *smart grids*) mettant en relation des sources d'énergie multiples et intermittentes et des usages locaux aléatoires (chauffage, climatisation, éclairage).

C'est au sein des réseaux de villes comme *Energy Cities* que l'on trouve aujourd'hui les formulations les plus claires et les plus abouties de ce que pourrait être une transition énergétique. Celle-ci ne pourra être seulement technique et se contenter de substituer des sources d'énergie à d'autres. Elle devra être aussi managériale, culturelle, comportementale et politique. Elle implique un changement de paradigme complet dans la relation à l'énergie.

L'action culturelle

Dans le champ des politiques culturelles, l'implication croissante des collectivités territoriales a coïncidé avec la prise de conscience du rôle majeur que jouait la culture dans les dynamiques de développement, rôle affirmé notamment par l'Organisation des Nations unies – ONU – (qui a reconnu, en 2001, un droit à la diversité culturelle).

Les politiques locales ont permis un élargissement spectaculaire des finalités, des formes et des publics concernés par l'action culturelle. Elles ont servi de point d'appui pour développer un tourisme urbain qui représente, en France, de l'ordre de 3 % du produit intérieur brut (PIB) et qui se développe, au niveau mondial, à un rythme de 4 % à 5 % par an. Elles ont été

1. Le changement de paradigme énergétique selon *Energy Cities*

Centralisé	→	Décentralisé
Mégawatt	→	Négawatt
Mines, centrales	→	Bâtiment, gestion
Consommateur	→	Citoyen
Hors-sol	→	Relation au milieu
État	→	Marché, autorités locales
Économie linéaire	→	Économie circulaire

Source : Gérard Magnin, *Energy Cities*.

utilisées avec succès par certaines villes (Berlin, Lille, Montréal, mais aussi New York) pour attirer des entreprises et des résidents avides de culture et de créativité. Elles sont souvent apparues comme un moyen de renforcer un lien social ou une gouvernance locale, en donnant du sens à l'action municipale. La notion d'indépendance culturelle s'est également invitée à la table des finalités. En France, le ministère de la Culture reconnaît lui-même que l'exception culturelle à la française ne pourra survivre à la mondialisation qu'en s'appuyant sur les acteurs de premier plan que sont devenues les collectivités locales¹². Dans d'autres pays, comme l'Allemagne et la Suisse, les politiques culturelles sont portées, pour l'essentiel, par les collectivités territoriales. En France, elles dépensent désormais autant que l'État pour la culture, mais elles ont bien de plus libertés que lui, dont le budget est majoritairement consacré à la conservation du patrimoine, pour explorer de nouvelles formes d'expression.

Ce sont les collectivités locales qui ont imposé dans le paysage culturel les arts de la rue, la mise en lumière, le *land art*, le design urbain, les peintures murales, les installations numériques, la réhabilitation des patrimoines industriels ou les ballets de cerfs-volants. L'art de vivre et la gastronomie font également partie de leurs programmes. Le fait le plus étonnant est peut-être l'hybridation spontanée de ces différentes formes. Les ponts sont devenus des sculptures urbaines, les sculptures peuvent servir de jeux d'enfants, les gares accueillent des concerts, les toitures industrielles se couvrent de fresques géantes et l'espace public, aménagé en gradins, s'improvise salle de spectacle.

Ce foisonnement des formes impose l'idée que l'une des principales forces capables de s'opposer au formatage des esprits par une

11 Baron R. et Van Audenhove F.-J. (2012), « Future of Urban Mobility. CityBoom, Booming Cities, Blooming Cities?! », présentation à la conférence « Realty 2012 », Bruxelles, 23 mai.

12 Chantepie P. (2013), « Cultures et médias en perspective », *Futuribles*, n° 394, mai-juin.

2. La valse des concepts

	Anciens concepts	Concepts émergents
Économie	Le PIB d'abord Le revenu par habitant Macroéconomie	Satisfaction, développement durable Le pouvoir d'achat réel Repenser l'économie par les territoires
Social	Égalité Réduction des inégalités	Équité, mixité, inclusion Réduction des fractures spatiales, culturelles, générationnelles
Environnement	Protection de la nature	Écologie urbaine
Urbanisme	Séparation des fonctions	Mixité fonctionnelle, compacité
Déplacements	Transport, vitesse	Mobilité, capacité de contact, santé
Culture	Universelle, donc occidentale	Droit à la diversité culturelle
Modèle de développement	Universel, mondialisé	Mondialisé et territorialisé

culture mondialisée, calibrée au millimètre par les experts en marketing des studios, c'est la contre-culture qui s'invente spontanément dans les villes, dans les rues, les librairies ou les « cafés philos », mais aussi sur les murs et les toits.

Pour pouvoir innover simultanément dans les champs de l'économie, du social, de l'environnement ou de la culture, les villes ont dû inventer une méthode politique originale fondée sur les notions de transversalité, de résonance, de désir collectif et de culture partagée. Cette méthode, commune aux villes les plus dynamiques, marque un saut managérial important par rapport aux approches sectorielles « en silos » des administrations centrales^[13]. La richesse démocratique des débats déployés par certaines cités (comme Lyon, Bordeaux ou Nantes) contraste cruellement avec la pauvreté des shows télévisés de la politique nationale, où les « éléments de langage », mijotés par des communicants, tiennent souvent lieu de pensée.

Le city localism entre global et local

Quel que soit l'angle – économique, social, écologique, culturel, politique – sous lequel on aborde les grands défis de notre temps, on aboutit à la conclusion qu'une partie de la solution se trouve à l'échelle infranationale, et plus

précisément dans l'organisation et le pilotage de ces curieuses machineries que sont les agglomérations urbaines.

“Dans tous les domaines, les producteurs d'idées s'intéressent désormais à la dimension locale”

Dans tous les domaines, les producteurs d'idées s'intéressent désormais à la dimension locale, qu'il s'agisse d'innovations sociales, d'arts de la rue, de microcrédit, de circuits courts^[14], d'économie circulaire^[15] ou de gouvernance.

Cet intérêt pour la petite échelle peut être en partie considéré comme une réponse au vide laissé par le déclin des idéologies qui ont marqué le XX^e siècle. Il résonne avec le courant du *new localism* qui se distingue du localisme ou du régionalisme en ce qu'il propose une redéfinition du global (c'est-à-dire de principes universellement pertinents) à partir des expérimentations locales, et non un simple repli sur le local. La nécessité de « redéfinir le global » se justifie elle-même par le fait que les principaux repères utilisés, depuis cinquante ans, pour formuler les politiques publiques, sont pratiquement tous remis en cause.

Le premier d'entre eux est le fameux PIB, dont les économistes eux-mêmes contestent la capacité à exprimer le niveau de prospérité d'une

13 Cette méthode est décrite dans Haëntjens J., « Les villes à l'avant-garde ». *op. cit.*

14 On parle de « circuit court » pour les modes de commercialisation induisant un contact direct entre producteurs et consommateurs, avec au maximum un intermédiaire.

15 C'est-à-dire consistant à produire des biens et services tout en limitant fortement la consommation et le gaspillage des matières premières, en facilitant le recyclage et en limitant le recours aux sources d'énergie non renouvelables.

3. Quelques exemples de réseaux de villes

Réseau	Thématique principale	Nombre de villes	Siège social
Cités et gouvernements locaux unis (UIJCLG)	Réseau, lobbying	Plus de 1 000	Barcelone
Metropolis	Réseau de métropoles	Plus de 100	Barcelone
<i>Climate Alliance</i>	Climat, énergie	1 600	Francfort, Bruxelles
Convention des maires	Climat, énergie	3 500	Bruxelles
Energy Cities	Climat, énergie	1 000	Besançon, Bruxelles
<i>C40 Cities</i>	Climat, énergie	60 « villes globales »	New York
<i>Cities for Mobility</i>	Transport	550	Stuttgart
<i>World Heritage Cities</i>	Culture	Plus de 300	Québec
Capitales européennes de la culture	Culture	Plus de 20	Bruxelles
<i>Transition Towns</i>	Transition énergétique, économique, sociétale	250	Totnes

Source : extrait de Barber B. R., *op. cit.*

société. Il en est de même pour le revenu par habitant qui, à mesure que se creusent les écarts de prix immobiliers, devient de moins en moins pertinent. Ainsi, le Texas, classé parmi les États américains les moins riches, devient l'un des plus favorisés lorsque l'on regarde le pouvoir d'achat réel. En France, la région du Limousin, considérée comme une des plus pauvres, se classe parmi les premières pour la qualité de vie et l'indice de développement humain (IDH).

Dans le champ du social, les notions mesurables de pauvreté et d'égalité ont été progressivement amendées par celles de fragilité, d'exclusion^[16] ou d'équité, moins facilement quantifiables, l'objectif de réduction des inégalités qui structurait les politiques sociales des années 1970 a été progressivement remplacé par ceux, plus subtils mais plus flous, d'inclusion, de réduction des précarités et de mixité.

Concernant l'environnement, la focale s'est progressivement déplacée de la notion de « protection de la nature » à celle d'« écologie urbaine ». Or s'il est une notion qui est loin d'être stabilisée, c'est bien celle de ville écologique. Après avoir été rêvée à la campagne, la cité écologiquement idéale se cherche

aujourd'hui entre différents concepts – éco-quartiers, éco-cité, ville fertile, éco-densité, ville postcarbone, ville résiliente, ville en transition, *smart city*, etc. – qui privilégient chacun des priorités différentes^[17].

La notion de développement durable, supposée combiner les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement, n'est guère plus explicite. Elle laisse la porte ouverte à un nombre très important de réponses, selon le poids accordé à chacun de ces trois « piliers ». L'équation se complique encore lorsque l'on propose d'ajouter, en guise de pilier supplémentaire, la gouvernance ou la culture.

Cette culture, qui pourrait aujourd'hui en donner une définition précise ? À l'évidence, les musées, les salles de concerts et les opéras ne constituent plus qu'un petit fragment d'une offre qui se déploie désormais dans de nombreux médias et ne craint pas de se mélanger avec le tourisme, le sport, les événements festifs ou la cuisine.

D'une façon plus générale, la nécessité, désormais reconnue, de prendre en compte les contextes locaux, qu'ils soient environnementaux ou culturels, induit une rupture radicale par

16 Dubet F. (2013), « De l'intégration à la cohésion sociale. une recomposition », *Millénaire* 3, n° 5, printemps-été.

17 Haëntjens J. (2012), « La ville écologique, itinéraire (très sinueux) d'une utopie ». *Urbanisme*, n° 384, mai-juin.

rapport aux approches du XX^e siècle, qui raisonnaient sur des modèles universels « hors sol », clonables d'un bout à l'autre de la planète. Même réduit à quelques grands principes, l'universalisme se réclamant des Lumières est aujourd'hui suspecté d'être un peu trop occidental.

Cette lessive conceptuelle n'est sans doute pas étrangère au déficit de vision qui est aujourd'hui reproché aux responsables politiques nationaux. Pour formuler un projet de société, il n'est pas inutile de pouvoir s'appuyer sur des concepts à peu près clairs. Or ceux de développement durable, d'inclusion, de mixité, de résilience ou d'équité sont encore à géométrie plus que variable.

Ce brouillard sémantique gêne beaucoup moins les pouvoirs locaux, qui parviennent à faire partager leur vision en montrant des réalisations tangibles, des aménagements, des équipements, des événements ou des signaux culturels. Les ébauches de société qu'ils proposent peuvent se toucher, s'habiter, se parcourir, se vivre et même se déguster. Elles peuvent aussi être essayées, critiquées et améliorées. Elles se présentent comme des solutions possibles dans un contexte donné, et non comme la déclinaison d'une théorie politique supposée infaillible et universelle. Elles sont surtout, et c'est ce qui fait leur force, largement affranchies de présupposés idéologiques.

18 Florida R. (2008). *Who's Your City?: How the Creative Economy is Making Where to Live the Most Important Decision of Your Life*. New York, Basic Books.

19 Glaeser E. (2011). *Triumph of the City: How Our Greatest Invention Makes Us Richer, Smarter, Greener, Healthier, and Happier*. New York, Penguin Books.

En s'accumulant et en se copiant, ces expériences locales font cependant progresser des visions plus générales. C'est le cas de la plupart des concepts aujourd'hui émergents, et notamment de celui de satisfaction, que de nombreux économistes aimeraient substituer à celui de revenu. Richard Florida rappelle, par exemple, qu'au-delà d'un certain niveau de revenu, le sentiment de satisfaction se joue sur trois pôles principaux qui sont le travail (indépendamment de son salaire), les liens affectifs et sociaux et le lieu de vie ; et que ce lieu est apprécié à la fois pour lui-même (confort urbain, aménités, climat culturel, attachement) et pour sa capacité à satisfaire les deux autres demandes, c'est-à-dire un travail intéressant et une vie sociale riche^[18]. Aux États-Unis, des villes aussi différentes que New York, San Francisco ou Houston sont ainsi considérées comme satisfaisantes, mais pas par les mêmes publics^[19]. La notion de satisfaction introduit donc un « relativisme local » qui n'existe pas dans celle de revenu monétaire. (...)

Futuribles

« LE RETOUR DES VILLES »

L'article n'est pas reproduit dans son intégralité.

N° 398, janvier-février 2014

47, rue de Babylone

75007 Paris

Tél. : +33 (0)1 53 63 37 73

www.futuribles.com

Jean Haëntjens est économiste et urbaniste.